

DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA BELGIQUE À HORIZON 1990

par

P. KESTENS

Professeur ordinaire à l'Université Libre de Bruxelles

F. THYS-CLEMENT

Chargée de cours à l'Université Libre de Bruxelles

D. VAN REGEMORTER

Assistante au Département d'Economie
Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles

Summary on p. 124

INTRODUCTION

Notre exercice tente d'établir un diagnostic de l'évolution des principaux agrégats belges en 1990. Ce travail repose sur un ensemble d'hypothèses relatives à l'environnement international et aux orientations de politique économique du gouvernement belge. Il vise essentiellement à évaluer les contributions spécifiques de diverses mesures de politique économique proposées en vue de résoudre les principaux problèmes de l'économie belge et d'en montrer leurs limites respectives.

Ce travail a été réalisé à l'aide du modèle Breughel, dont la structure générale a été décrite précédemment [4] .

Signalons cependant que ce modèle a subi une mise à jour régulière, les dernières estimations portant sur la période 1953-1982 [5] .

Les effets des politiques économiques alternatives sont mises en évidence par comparaison des diverses simulations du modèle [2, 3] . Cette analyse nécessite l'estimation préalable (Section A) d'une solution centrale servant de base de comparaison. Cette solution se situe dans un contexte d'un maintien, au cours de la période exploratoire, des choix actuels en matière de politique budgétaire et dans un environnement international proche du rythme de croissance observé au cours de la décennie 70.

Les simulations alternatives ont ensuite été réalisées (Section B) en modifiant successivement les hypothèses de l'environnement international et en introduisant des mesures discrétionnaires de politique économique intérieure. Les impacts des hypothèses alternatives ont été dégagés pour les principaux objectifs de politique économique ainsi qu'au niveau des déséquilibres de l'économie belge.

SECTION A. LA SIMULATION CENTRALE AU COURS DE LA PERIODE 1984-1990

1. Les variables exogènes

L'établissement des valeurs prévisionnelles des variables exogènes admet un certain profil conjoncturel pour la période 1984-1985 et une dynamique de croissance équilibrée à moyen terme pour la période quinquennale suivante.

a) L'environnement international

La modulation des variations conjoncturelles s'inscrit dans

l'optique d'une reprise vigoureuse de l'économie américaine qui se prolonge jusqu'en 1985. Les principales conséquences de cette hypothèse de base doivent être recherchées au niveau du développement du commerce international, de la croissance des prix et de l'évolution des taux d'intérêt. Après trois années successives de déclin, le commerce mondial devrait rapidement embrayer sur la reprise américaine, avec cependant un certain retard et, par inertie, se prolonger au-delà de celle-ci. La force du dollar devrait, dans ce contexte, offrir des opportunités d'expansion des exportations du monde vers les Etats-Unis dont les effets seraient loin d'être négligeables.

Compte tenu de la structure du marché à l'exportation de la Belgique, la demande extérieure belge s'accroît modérément en début de période (+ 1 % en 1983), puis s'accélérera jusqu'en 1985 (+ 5 %). La dynamique du commerce international devrait plafonner à ce taux au cours de la période 1986-1990, l'effet d'entraînement de la reprise américaine s'atténuant progressivement et n'étant que partiellement relayé par un cycle conjoncturel européen plus plat que son homologue américain.

Les prix du commerce mondial vont croître parallèlement à l'évolution des transactions. Dès 1984, leur croissance pourrait se révéler rapide dans la mesure où des tensions inflationnistes mondiales, dues à la reprise, se manifesteront graduellement ainsi que du fait que les niveaux sont restés très faibles par rapport à leur niveau de 1980. Dans ce contexte, il est supposé qu'il n'y a pas d'ajustement des prix pétroliers; l'équilibre énergétique mondial s'effectuera par une meilleure utilisation des capacités de production des pays producteurs pour répondre à la demande additionnelle qui ne manquera pas de se manifester sur les marchés internationaux.

Les variations annuelles des prix intéressant le commerce extérieur de la Belgique (prix à l'exportation des pays industrialisés et prix à l'importation de la Belgique) évoluent de façon parallèle, la croissance maximum étant atteinte en 1985, et plafonnent au cours de la période suivante.

TABLEAU 1 : Environnement international

	1984	1985	1986-1990
(1) Marché mondial à l'exportation de la Belgique	2.7	5.0	5.0
(2) Prix à l'exportation des pays industrialisés (en dollars)	4.0	6.0	5.0
(3) Prix à l'importation (en dollars)	4.0	6.0	5.0
(4) Taux de l'euro-dollar	8.0	8.0	8.0

Taux de croissance en % par an sauf (4), en moyenne annuelle en %.

Parallèlement à la reprise économique aux Etats-Unis, quelques incertitudes subsistent quant aux orientations monétaires qui vont être prises par le Federal Reserve (FED). Cependant, on peut envisager une situation où les taux d'intérêts nominaux américains ne descendent pas en-dessous de leurs niveaux de 1983. Implicitement, ceci suppose également que le dollar gardera l'essentiel de sa récente ascension sur la plupart des places financières internationales.

b) Les orientations de la politique économique intérieure

Compte tenu de cet environnement international et de l'ampleur des contraintes observées au début de période[2], la marge de manoeuvre des autorités belges en matière

d'orientations de politique monétaire et budgétaire reste relativement étroite.

Sur le plan monétaire, après l'alignement des taux d'intérêts nominaux belges sur les niveaux internationaux, une période de relative stabilité devrait s'ensuivre. En effet, aucun élément ne permettra à la Belgique de pousser plus avant la détente sur les taux d'intérêts réalisée au cours du troisième trimestre 1983, l'amélioration des comptes extérieurs étant contrebalancée par le maintien des besoins de financement des pouvoirs publics qui continueront à peser sur le marché des capitaux.

Sur le plan budgétaire, *la norme de croissance nominale du budget à un taux inférieur à la croissance nominale du produit national brut conditionne les hypothèses relatives aux principales variables budgétaires.* Parmi les mesures prises, il convient de retenir la stabilité du volume de l'emploi dans la fonction publique, les mesures d'économie en matière de dépenses courantes qui conduisent à une réduction de la consommation publique. La réduction annuelle maximum est admise pour l'année 1984 en raison notamment de la modification du mode de paiement des fonctionnaires et de l'introduction de la cotisation de 12 % sur le pécule de vacances.

Sur le plan de la Sécurité Sociale, les mesures prises en vue d'augmenter les recettes (augmentation de la cotisation personnelle pour les travailleurs salariés et indépendants, cotisation forfaitaire réduite mais maintenue pour 1984, ...) ainsi qu'en vue de réduire la croissance des dépenses sociales ont été maintenues au cours de la période 1984-1990.

En conséquence, *les transferts aux particuliers diminueront de 2 % en termes réels en 1984. Cette décroissance est maintenue au cours de la période 1985-1990.*

En matière d'investissements publics, la norme de croissance zéro est adoptée pour les dépenses d'investissements.

Les effets des lois sur l'encouragement du capital à risque ont été introduits par une estimation de leur coût pour l'Etat (10 milliards de francs), une réduction de 2.5 % du coût du capital et enfin une hypothèse relative à l'augmentation des investissements privés suite aux anticipations positives des entrepreneurs (15 milliards de francs, aux prix de 1975). Toutes ces mesures ne présentent qu'un caractère ponctuel et ne sont pas répétitives.

Les mesures prises en matière de recettes publiques auront un impact net négatif sur le revenu disponible des ménages. En effet, en 1984, les mesures favorables (abattement pour charges professionnelles forfaitaires, augmentation de la réduction fiscale pour enfants à charge, augmentation de l'abattement forfaitaire pour le calcul du précompte immobilier) seront plus que compensées par la non-indexation des barèmes fiscaux et l'augmentation du taux du précompte mobilier. En outre, les besoins ultérieurs de financement des pouvoirs publics, malgré la réduction des dépenses publiques et les mesures en matière de sécurité sociale, supposent le maintien de la non indexation des barèmes fiscaux jusqu'en 1990.

2. Les variables endogènes

a) Evolution à moyen terme des objectifs de la politique économique

L'essentiel des résultats macro-économiques pour la période 1985-1990 sont résumés dans le tableau 2 ci-dessous, qui reproduit les indicateurs relatifs aux quatre objectifs majeurs de la politique économique à moyen terme ainsi que

l'évolution simulée des composantes privées de la demande finale et des contraintes des finances publiques.

TABLEAU 2 : Valeurs de la simulation centrale : principaux objectifs de la politique économique, composantes privées de la demande finale et contraintes de finances publiques

	PNB	I _p	C _p	PIE	Prix C _p Croissance en % par an	Chômage (en milliers)	Solde de la balance courante (en % du PNBV)	Finances publiques Solde exprimé en % du PNBV	
								Epargne courante	Besoin de financement net
1965-1990 *	1.3	2.7	0.5	2.2	4.6	935	0.8	-4.2	8.4
1990	1.1	2.2	0.3	1.8	4.3	1136	3.6	-0.5	4.6

PNB : produit national brut à prix constants

PNBV : produit national brut à prix courants

I_p : investissement des entreprises à prix constants

C_p : consommation privée à prix constants

PIE : valeur ajoutée des entreprises à prix constants.

* Moyenne annuelle

La reprise américaine et ses effets induits sur le commerce international, ainsi que les hypothèses en matière de politique intérieure, ne fournissent pas des évolutions particulièrement dynamiques pour l'économie belge. Ainsi, bien qu'une légère reprise se manifeste au cours de la période 1985-1990, pour les activités endogènes du modèle, elle n'engendre pas de phénomène d'accélération suffisamment important que pour empêcher un plafonnement de l'expansion à un niveau relativement faible.

Les hypothèses retenues quant au commerce mondial et aux effets de l'encouragement du capital à risque génèrent une légère reprise des exportations et des investissements privés. Par contre, les politiques de revenus restrictives ont des conséquences négatives importantes sur le dynamisme de la consommation privée [6], qui ne fournit dès lors pas un élément de soutien à la croissance. Par contre, ces orientations contribuent efficacement à la décélération de la spirale salaires-prix, réduisant sensiblement le taux d'inflation (4.3 %).

Ce dernier phénomène est encore accentué par le fait que les prix à l'importation ont assimilé l'essentiel de l'appréciation du dollar de ces deux dernières années : la part de l'inflation importée reste faible et empêche les tendances à la ré-accélération de l'inflation issues de la reprise économique.

Le faible niveau des importations en volume, associé à un redressement à moyen terme des termes d'échange, permet à la balance courante de la Belgique de se redresser à un niveau qui rappelle celui obtenu au cours de la période antérieure au choc pétrolier.

Sur le marché de l'emploi, par contre, les déséquilibres

importants de ces dernières années persistent et s'amplifient. L'origine principale de la détérioration résulte d'une destruction annuelle d'emploi privé de 60.000 unités (à comparer à 75.000 pour les années 81-84). Néanmoins, la croissance du chômage se ralentit durant la période prévisionnelle par rapport aux tendances observées en début de décennie.

La signification du niveau absolu du chômage estimé en 1990 - soit 1.136.000 unités - doit être comprise comme une mesure du taux de sous emploi de la population active. Il en résulte que diverses modifications dans la législation du travail - notamment le travail à temps partiel, le troisième circuit du travail, ... - peuvent affecter l'ordre de grandeur du nombre de chômeurs complets officiellement recensés en fin de période.

b) Evolution des finances publiques

Le tableau 3 ci-dessous résume les résultats obtenus pour les principales variables relatives à l'ensemble du secteur public.

Si l'on peut constater une amélioration de l'évolution de l'épargne courante de l'Etat, à horizon 1990, il faut bien souligner que ce retour à l'équilibre est obtenu au prix d'une profonde modification dans l'affectation des ressources publiques. Ainsi :

- les intérêts de la dette publique représentent près de 30 % des recettes d'impôts dégagés;
- il ne reste dès lors que peu de marge de manoeuvre pour l'expansion éventuelle des sommes consacrées à la consommation publique (emploi public) ou encore à l'investissement public.

TABLEAU 3 : Les finances publiques

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
<u>Recettes*</u>						
Impôts directs sur le revenu des particuliers	883	976	1082	1196	1315	1434
Impôts directs sur le bénéfice des sociétés	175	185	194	202	209	217
Impôts indirects	540	564	589	615	642	668
Cotisation de sécurité sociale	574	622	675	733	796	861
<u>Dépenses*</u>						
Consommation publique	803	825	846	869	893	915
Transferts	961	1011	1061	1118	1180	1242
Investissements publics	143	150	157	165	173	182
Intérêts de la dette publique	574	643	707	764	813	851
<u>SOLDES</u>						
Epargne courante -en milliards de francs	-340	-311	-260	-197	-121	- 32
-en % du PNBV	-7.4	-6.4	-5.0	-3.6	-2.1	-0.5
Besoin de financement net** -en milliards de francs	541	523	482	431	365	288
-en % du PNBV	11.7	10.7	9.3	7.8	6.2	4.6

* En milliards FB courants. ** Résultant des opérations courantes et en capital.

Ce résultat nous a amené à ne pas procéder par la suite à des hypothèses plus expansionnistes en matière de dépenses publiques, puisqu'il semble que la branche stabilisation ne puisse pas jouer un rôle discrétionnaire dans le futur. *Il reste à savoir si ce comportement hypothétique est socialement et politiquement acceptable à moyen terme.*

c) Appréciation des résultats de la simulation centrale

L'examen de ces résultats nous amène à formuler une première conclusion qui porte sur une appréciation des trois grands déséquilibres de l'économie belge.

Il est manifeste que l'on peut espérer, à court terme, une amélioration sensible des comptes extérieurs belges et une certaine amélioration, à moyen terme, pour les finances publiques. Par contre, les résultats obtenus indiquent que l'on ne peut rien espérer d'important quant à une reprise au niveau du marché de l'emploi. Cette constatation nous a conduit à tenter une estimation des effets d'autres hypothèses d'évolution de l'environnement international et de politiques intérieures.

SECTION B. SIMULATIONS ALTERNATIVES

Une première analyse a porté sur une hypothèse (B.1.) optimiste d'abandon des tendances protectionnistes qui permettrait une amélioration sensible du contexte international. Elle suppose un retour aux performances réalisées par l'économie mondiale au cours de la période antérieure à 1974.

Une seconde analyse envisage les différentes pistes de réflexion qui ont été avancées sur le plan intérieur.

Ainsi, nous avons envisagé :

B.2. Une répétition de l'utilisation de l'instrument de taux de change;

- B.3. Une modification de la répartition des gains en productivité;
- B.4. Une modification de la charge des intérêts de la dette publique;
- B.5. Un ralentissement de la croissance des coûts salariaux, associé à des effets engendrés par une politique industrielle.

1. Croissance soutenue de l'environnement international

Les hypothèses envisagées sont :

- un doublement du rythme de la croissance des exportations mondiales (10 % annuel) (1) ;
- combiné avec une reprise de l'inflation mondiale, soit 8 %.

TABLEAU 4 : Résultats obtenus sous l'hypothèse d'un environnement international soutenu (*)

	PNB	Croissance réelle en % par an		PIE	Prix C _p Croissance en % par an	Chômage (en milliers)	Solde de la balance courante (en % du PNBV)	Finances publiques Solde exprimé en % du PNBV	
		I _p	C _p					Epargne courante	Besoin de financement net
1985-1990	2.9	2.8	0.5	4.3	4.7	845	4.2	0.6	3.5
1990	3.0	2.1	0.6	4.1	4.0	993	9.8	8.0	-4.2

* Symboles : voir page 111.

(1) A titre indicatif, la croissance en volume du commerce mondial a été de 9 % au cours de la période 1968-1974.

L'hypothèse d'un cas d'école relatif à un environnement international nettement plus expansif soulage sensiblement les contraintes auxquelles fait face l'économie belge. Ainsi on peut constater que

- le solde des opérations courantes ne cesse de s'améliorer pour atteindre en fin de période 9 % du PNBV;
- le déficit des pouvoirs publics s'annule plus rapidement, l'épargne courante représente 8 % du PNBV en 1990;
- l'emploi des entreprises s'accroît par rapport à la simulation centrale, amenant ainsi une diminution de 140.000 chômeurs en 1990.

Il faut cependant noter que la croissance du PNB est due à une autre allocation des dépenses des ménages. Ceux-ci ne reprennent pas le rythme antérieur de la consommation privée, mais par contre, adoptent un comportement plus orienté vers les investissements en logement.

2. Dévaluation du franc belge de 8 % en 1984

TABLEAU 5 : Résultats obtenus sous l'hypothèse d'une dévaluation du franc belge

	PNB	I _p	C _p	PIE	Prix C _p Croissance en % par an	Chômage (en milliers)	Solde de la balance courante (en % du PNBV)	Finances publiques Solde exprimé en % du PNBV	
								Epargne courante	Besoin de finance- ment net
1985-1990	1.3	2.7	0.4	2.2	4.8	936	1.3	- 3.3	7.5
1990	1.1	2.2	0.2	1.8	4.4	1135	4.2	0.6	3.5

L'utilisation de cet instrument, en 1984, entraînerait :

- une accentuation du surplus des opérations courantes du commerce extérieur;
- une légère accélération du retour à l'équilibre de l'épargne courante des pouvoirs publics;
- une incidence très marginale sur les contraintes du marché de l'emploi; en fait, il ne permet pas d'arrêter les destructions d'emplois du secteur privé.

Notons que les résultats obtenus en matière d'inflation ne nous ont pas amenés à introduire des hypothèses quant à des mesures d'accompagnement éventuelles (2) .

3. Modification de la répartition des gains en productivité

L'hypothèse de réallocation de gains de productivité a été introduite en supposant que, au cours de la période 1984-85, les travailleurs n'obtiendraient en salaire réel qu'un tiers de l'accroissement de la productivité. Cette simulation suppose un consensus entre les partenaires sociaux qui permet également une diminution de la durée du travail avec embauche compensatoire de travailleurs, de façon à maintenir constant leur pouvoir d'achat.

(2) Voir à cet égard l'étude que nous avons menée en 1981, mentionnée en référence [2] .

TABLEAU 6 : Résultats d'une autre allocation des gains en productivité

	PNB	I _p	C _p	PIE	Prix C _p Croissance en % par an	Chômage (en milliers)	Solde de la balance courante (en % du PNBV)	Finances publiques Solde exprimé en % du PNBV	
								Epargne courante	Besoin de finance- ment net
1985-1990	1.5	2.7	0.2	2.4	4.2	766	- 0.3	- 5.4	9.8
1990	1.3	2.5	0.1	2.1	4.0	904	2.3	- 2.3	6.5

Cette simulation entraîne un retour plus lent des comptes extérieurs mais n'engendre plus un rétablissement de la situation des finances publiques. Notons cependant que la désépargne courante de l'Etat s'établit, en fin de période, à près de 2 % du PNBV, soit une situation équivalente à celle de 1975. Les mesures envisagées freinent sensiblement le processus de destruction d'emplois pour aboutir, en 1990, à une réduction du chômage de plus de 230.000 unités.

Le rythme plus lent de l'inflation trouve son origine dans le ralentissement de la hausse des salaires réels et les économies d'échelles engendrées par la légère accélération de l'expansion.

4. Une modification de la charge des intérêts de la dette publique

Cette simulation suppose que les pouvoirs publics appliquent une consolidation de la dette publique (3) qui rééchelonne le paiement des intérêts à verser. Cette hypothèse entraîne une réduction des revenus d'intérêt des particuliers. Il faut bien noter que nous avons admis d'autre part que cette hypothèse n'entraîne pas, au niveau du secteur privé, des anticipations négatives quant aux engagements futurs des pouvoirs publics.

TABLEAU 7 : Résultats si on suppose une réduction des charges de la dette publique

	PNB	Croissance réelle en % par an			Prix C _p Croissance en % par an	Chômage (en milliers)	Solde de la balance courante (en % du PNBV)	Finances publiques Solde exprimé en % du PNBV	
		I _p	C _p	PIE				Epargne courante	Besoin de financement net
1985-1990	1.3	2.7	0.5	2.2	4.4	966	1.3	- 3.2	7.5
1990	1.1	2.2	0.4	1.9	4.3	1179	3.9	0.4	3.8

L'hypothèse de consolidation de la dette publique diminuant les flux d'intérêts permet de soulager les deux déséquilibres financiers, l'épargne courante de l'Etat devenant positive en 1990.

Ces effets sont par contre associés à une aggravation du nombre de chômeurs. Ce résultat est dû à la contrainte fi-

(3) Une description des mécanismes mis en oeuvre est donnée dans [1] .

nancière accentuée du secteur des ménages qui détériore par là la croissance du produit national.

5. Ralentissement des coûts salariaux, associé à une politique industrielle

Nous supposons un ralentissement des coûts salariaux de l'ordre de 1 % par an. L'efficacité de la politique industrielle a été prise en compte à l'intermédiaire d'une légère diminution de l'élasticité de la demande belge à l'importation et d'une augmentation annuelle de l'investissement de 10 milliards (prix 1975).

TABLEAU 8 : Résultats d'une modération des coûts salariaux et d'une politique industrielle

	PNB	I_p	C_p	PIE	Prix C_p Croissance en % par an	Chômage (en milliers)	Solde de la balance courante (en % du PNBV)	Finances publiques Solde exprimé en % du PNBV	
								Epargne courante	Besoin de finance- ment net
1985-1990	1.4	2.6	0.5	2.2	4.5	887	0.9	- 3.7	7.9
1990	1.2	2.1	0.3	1.9	4.2	1079	3.7	- 0.1	4.1

Ces hypothèses entraînent une légère amélioration des résultats du commerce extérieur. La contribution des mesures simulées est plus nette en matière de finances publiques. Au niveau du marché de l'emploi, la légère accélération de l'activité économique ainsi que l'évolution favorable des prix relatifs des facteurs de production permettent de réduire, en moyenne annuelle, de 50.000 unités le nombre de chômeurs.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, il apparaît tout d'abord que le maintien des orientations actuelles de politique économique (simulation centrale) entraîne, à long terme, des conséquences très variables pour les déséquilibres majeurs de l'économie belge : si, d'une part, la contrainte extérieure est rapidement levée et que, d'autre part, l'ampleur du déficit des finances publiques tend à se réduire sensiblement, sans retourner à un équilibre, par contre, la situation du marché de l'emploi ne cesse de se détériorer.

Outre l'hypothèse d'un environnement international nettement plus dynamique, les contributions respectives des diverses politiques alternatives envisagées ensuite sont résumées dans le tableau 9.

TABLEAU 9 : Ecart entre la simulation centrale et les simulations alternatives (en moyenne annuelle 1985-1990)

Simulation	Commerce extérieur Solde de la balance courante (en % du PNBV)	Finances publiques Epargne courante (en % du PNBV)	Marché du travail Chômage (en milliers)
1. Environnement international	+ 3.4	+ 3.6	- 90
2. Dévaluation	+ 0.5	+ 0.9	0
3. Répartition des gains de productivité	- 1.1	- 1.2	-169
4. Intérêts de la dette publique	+ 0.5	+ 1.2	+ 30
5. Politique industrielle	+ 0.1	+ 0.5	- 50

L'examen des conséquences des divers choix de politique économique envisagés fait apparaître clairement que seule la dernière simulation entraîne des effets positifs qui s'exercent simultanément sur les trois objectifs poursuivis.

A l'opposé, l'option d'une nouvelle répartition des gains de productivité implique une nette différentiation des effets qui privilégie les conséquences sur le marché du travail en retardant le retour à l'équilibre extérieur et en atténuant le relâchement de la contrainte des finances publiques.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] **BERCKMANS, A., THYS-CLEMENT, F. et VUCHELEN, J. :** "Debt management in a small open economy : a theoretical and empirical study for Belgium", à paraître in Journal of Policy Modelling, 1984.
- [2] **KESTENS, P., THYS-CLEMENT, F., VAN REGEMORTER, D.,** en collaboration avec **BERCKMANS, A., DEWATRIPONT, M. et POSTIAUX, J-M. :** "Perspectives économiques belges 1981-1985. Politique de revenu associée ou non à une dévaluation", Cahiers Economiques de Bruxelles, n° 93, 1982.
- [3] **KESTENS, P., THYS-CLEMENT, F., VAN REGEMORTER, D. et WAELBROECK, E. :** "The major European economics in 1982-1987", Chapter 10 : Belgium, Special Report, n° 127, Ed. The Economist Intelligence Unit, Londres, juin 1982. Paru également en français dans : Cahiers du GAMA, vol. 3, n° 2, Economica, Paris, juin 1982, "Perspectives économiques 1982-1987 des principaux pays européens".
- [4] **THYS-CLEMENT, F. :** "Une généralisation dynamique de la théorie de Tinbergen sur la politique économique", Cahiers Economiques de Bruxelles, n° 68 et n° 69, 1976.
- [5] **THYS-CLEMENT, F. et VAN REGEMORTER, D. :** "Modèle Breughel", Miméo, Département d'Economie Appliquée de l'ULB, janvier 1984.
- [6] **THYS-CLEMENT, F., VAN REGEMORTER, D. et VUCHELEN, J. :** "La consommation privée : cycle de vie et rationalité. Une analyse empirique", Cahiers Economiques de Bruxelles, n° 99, 3e trimestre 1983.

SUMMARY

This research tries to draw up a diagnosis of the evolution of the Belgian economy till 1990. Its main objective is to appraise the specific contributions of several economic policies proposed to solve the main problems of the Belgian economy and to show their respective limits.

Our conclusion is that to maintain actual economic policy orientation will have variable outcomes on the main disequilibria of the economy. On the one hand, the balance of payments constraint will rather quickly be raised and on the other hand, the growth of the public debt will tend to slowdown, even if the public budget will not yet be equilibrated in 1990. However the situation of the labour market will continue to deteriorate.

The examination of the alternative policies proposed (devaluation, modification of the distribution of the productivity gains, modification of the burden of public debt interest, industrial policy associated with wage moderation), shows that only the last one has positive effects on the three objectives. The policy introducing a new distribution of the productivity gains has on the contrary significant effects on the labour market, but delays the return to equilibrium of the balance of payments and the public finance.